



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale de l'enseignement et de la recherche
SET/SDPOFE/BAFPC**

Analyse de la remontée comptable des Centres de Formation d'Apprentis 2023

*Cette étude a été réalisée à la demande de la sous-direction des formations
professionnelles, dans le cadre de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir
son avenir professionnel.*

Sommaire

A°) Préambule

A°1) Rappel des textes réglementaires

A°2) Eléments pris en compte dans la conduite de l'étude et méthode

A°3) Activité de formation par apprentissage

A°4) Produits et charges liés à une formation réalisée ou ayant débuté

A°5) Méthode d'analyses

B°) Contexte

C°) Données comptables

C.1°) Evolution des recettes sur quatre ans

C.2°) Evolution des charges sur quatre ans

C.3°) Evolution des résultats sur quatre ans

C.4°) Evolution du coût par apprenti sur quatre ans

D°) Evolution de la situation des formations proposées par les CFA

D°1) Nombre de formations et de formations déficitaires

D°2) Effectifs régionaux d'apprentis

D°3) Formations phares du MASA ; comparatif NPEC – coût contrat

E°) Conclusion

A°) Préambule

A°1) Rappel des textes réglementaires :

LOI n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Décret n° 2019-1326 du 10 décembre 2019, relatif à France compétences et aux opérateurs de compétences.

Décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019, relatif aux niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage applicables aux branches professionnelles.

Arrêté du 21 juillet 2020 fixant les règles de mise en œuvre de la comptabilité analytique au sein des organismes de formation qui dispensent des formations par apprentissage en application de l'article L. 6231-4 du code du travail.

Décret n° 2020-1476 du 30 novembre 2020 relatif aux versements de France compétences aux régions pour le financement des centres de formation d'apprentis.

Décret n° 2021-900 du 5 juillet 2021 relatif à la transmission de la déclaration d'activité et du bilan pédagogique et financier des prestataires d'actions concourant au développement des compétences.

Décret n° 2025-500 du 6 juin 2025 relatif à la certification professionnelle, modifiant les règles d'enregistrement des certifications au RNCP, renforçant les contrôles et les critères d'enregistrement, notamment pour lutter contre les fausses déclarations et la reproduction de référentiels.

Décret n° 2025-860 du 29 août 2025 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

A°2) Éléments pris en compte dans la conduite de l'étude et méthode

La collecte des éléments comptables a débuté en février 2025 pour se terminer en juillet de la même année. L'analyse a commencé en juin 2025. Elle a porté sur les données comptables de l'année 2023 remontées par les EPLEFPA sur le portail de France compétences.

L'ensemble des chargés de mission Formation Professionnelle Continue et Apprentissage (FPC&A) en Service Régional de la Formation et du Développement (SRFD) a été sollicité pour collecter, dans leur région, les remontées comptables de chaque Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricoles (EPLEFPA) transmis aux services de France compétences *via* la plateforme Karoussel.

Il est à noter que les données comptables analysées, n'ont pas été corrigées, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas fait l'objet d'un redressement statistique.

A°3) Activité de formation par apprentissage

Il appartient à chaque CFA de transmettre sa comptabilité analytique selon des modalités permettant d'identifier la rentabilité propre à chaque formation. À cette fin, les charges et les recettes doivent faire l'objet d'une ventilation méthodique et rigoureuse.

A°4) Produits et charges liés à une formation réalisée ou ayant débuté

Chaque établissement doit déclarer, à partir du dernier exercice comptable clôturé, les revenus et les dépenses, comptabilisés selon l'état d'avancement, qui sont directement liés à l'activité.

***Ventilation des charges sur le portail France compétences**

Charges	Total en I		Responsable d'entreprise agricole	Palefrenier soigneur	Métiers de l'agriculture	Jardinier paysagiste
Pédagogie : conception, réalisation, évaluation, qualité*	345 333		87 622	46 388	46 388	164 935
o charges internes au CFA/DFA (y compris prestation externe)*	345 333		87 622	46 388	46 388	164 935
o charges de sous-traitance (au sens délégation de l'action de formation selon art. L6232-1 ou/et 6233-1)	0		0	0	0	0
Accompagnement : social, promotion, professionnel, handicap, mobilité...*	13 034		3 307	1 751	1 751	6 225
o charges internes au CFA/DFA (y compris prestation externe)*	13 034		3 307	1 751	1 751	6 225
o charges de sous-traitance (au sens délégation de l'action de formation selon art. L6232-1 ou/et 6233-1)	0		0	0	0	0
Structure et fonctions supports : dépenses non rattachables à la pédagogie ou à l'accompagnement*	157 822		40 044	21 200	21 200	75 378
o charges internes au CFA/DFA (y compris prestation externe)*	157 822		40 044	21 200	21 200	75 378
o charges de sous-traitance (au sens délégation de l'action de formation selon art. L6232-1 ou/et 6233-1)	0		0	0	0	0
Communication non rattachable à la pédagogie et à l'accompagnement*	5 798		1 471	779	779	2 769
o charges internes au CFA/DFA (y compris prestation externe)*	5 798		1 471	779	779	2 769
o charges de sous-traitance (au sens délégation de l'action de formation selon art. L6232-1 ou/et 6233-1)	0		0	0	0	0
Frais annexes à la formation*	10 083		2 559	1 354	1 354	4 816
o Hébergement*	8 944		2 270	1 201	1 201	4 272
o Restauration*	0		0	0	0	0
o Autres*	1 139		289	153	153	544
Dotations aux amortissements*	27 807		7 056	3 735	3 735	13 281
o Investissements <= à 3 ans*	5 631		1 429	756	756	2 690
o Investissements > à 3 ans*	22 176		5 627	2 979	2 979	10 591
Autres charges incorporables (charges exceptionnelles, provisions en lien avec les formations)	3 469		880	466	466	1 657
Total des charges incorporables	563 346		142 939	75 673	75 673	269 061
Charges non incorporables*	0					
o charges financières (au sens du compte 66 du PCG)*	0					
o charges exceptionnelles (au sens du compte 67 du PCG)*	0					
o Autres charges (ex impôts sur les sociétés)*	0					
TOTAL DES CHARGES	563 346					

Règles à respecter
Indiquer le montant du compte "Autres charges"
Si cette cellule est égale

*Ventilation des produits sur le portail France compétences

*France compétences constitue ses analyses statistiques à partir des tableaux remontés ci-dessous

			RNCP29257	RNCP25929	RNCP25306	RNCP24928
			45321007	50321237	50321130	50321405
Produits	Total en I		Responsable d'entreprise agricole	Palefrenier soigneur	Métiers de l'agriculture	Jardinier paysagiste
Produits issus de la prise en charge des contrats d'apprentissage, en provenance de :*	409 114		135 316	56 787	59 030	157 981
o OPEC*	369 051		133 405	56 787	58 432	120 367
o CNFPT*	11 750		0	0	0	11 750
o Entreprises privées (au sens du reste à charge)*	1427		0	0	538	889
o Régions (au sens d'abondement au contrat - NPEC)*	0		0	0	0	0
o Autres provenances liés au contrat (collectivités locales, Etat et établissements publics...)*	26 886		1 911	0	0	24 975
Autres produits relatifs à l'apprentissage*	845		214	114	114	403
o Régions (au sens d'une subvention de fonctionnement)*	0		0	0	0	0
o Autres produits non liés directement au contrat (par exemple une subvention octroyée par une comm	845		214	114	114	403
Transferts de charges*	105 160		26 682	14 126	14 126	50 226
Produits relatifs aux frais annexes (restauration, hébergement, autres)*	27 139		6 552	5 450	3 323	11 814
Participation des familles*	0		0	0	0	0
Quote part de subvention relative à des investissements*	18 664		4 736	2 507	2 507	8 914
o Quote part de subvention relative à des investissements > à 3 ans	18 664		4 736	2 507	2 507	8 914
o Quote part de subvention relative à des investissements < = à 3 ans	0		0	0	0	0
Autres produits incorporables (ventes de produits, produits exceptionnels, reprises dotations en lien avec les formations...)*	0		0	0	0	0
Total des produits incorporables	560 922		173 500	78 984	79 100	
Produits non incorporables*	246					
o Produits financiers (au sens notamment du compte 76 du PCG)*	0					
o Produits exceptionnels (au sens du compte 77 du PCG hors quote part de subvention)*	0					
o Autres produits (ventes de produits, reprises dotations... si non incorporables)*	246					
TOTAL DES PRODUITS	561 168					

Règles à
Indiquer
produits
de produ
exception
en lien av
Si cette c
indiquer

A°5) Méthode d'analyse

Le développement, par le bureau de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (BAFPC) de la DGER, d'un outil Excel dédié permet d'assurer une exploitation consolidée et rigoureuse des données issues de l'ensemble des remontées des CFA, facilitant ainsi le suivi, l'analyse comparative et la prise de décision.

REGION: Nouvelle-Aquitaine								Génie des équipements agricoles (BTSA)	
								8 053,00 €	
Département	COÛT MOYEN APPRENTI PAR ETABLISSEMENT	EPLEFPA	Numéro SIRET	Sites de Formation	Recettes / dépenses	Résultats global	Effectif pondéré	Total charges pour la certification *	Total produits pour la certification *
16	5653,84495	EPLEFPA Angoulême	19160006300025	CFA de la Charente	Effectif total	191,68	0	137681	155024
				Produits non incorporables 3574 I et charges non incorporable I	Recettes	1221004			
					Dépenses	1083729	Marge Coût contrat	17343	
					RESULTAT	137275		6660,91	
17a	12345,71053	EPLEFPA Surgères	19170393300017	CFA ENILIA-ENSMIC	Effectif total	76	0		
				Produits non incorporables I et charges non incorporable I	Recettes	932057			
					Dépenses	938274	Marge Coût contrat		
					RESULTAT	-6217			

Chaque EPLEFPA/CFA est identifié par son département, son Numéro de Déclaration d'Activité (NDA), son nom et numéro de SIRET, mais aussi sur une échelle de plusieurs indicateurs pour chacune des formations (type de formation, niveau, effectifs, charges et produits, niveau de prise en charge (NPEC), rentabilité et coûts des contrats).

B°) Contexte de l'analyse 2023

REGIONS	Nombre des établissements 2023	Nombre des établissements ayant retourné la compta à la DGER 2023
HAUTS-DE-FRANCE	1	1
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	1	1
GRAND EST	10	10
OCCITANIE	16	16
AUVERGNE RHONE ALPES	2	2
BOURGOGNE FRANCHE COMTE	11	11
BRETAGNE	7	7
ILE DE FRANCE	3	3
NOUVELLE AQUITAINE	16	15
NORMANDIE	9	9
VAL DE LOIRE	6	6
PAYS DE LOIRE	5	5
CORSE	2	2
REGION: Guadeloupe	1	0
REGION: Guyane	1	0
REGION: Martinique	2	0
REGION: Réunion	2	2
REGION: Mayotte	1	0
REGION: Polynésie Française	1	0
REGION: Nouvelle Calédonie	1	0
TOTAL NATIONAL	98	90
Taux de participation 2023 : 91,84%		

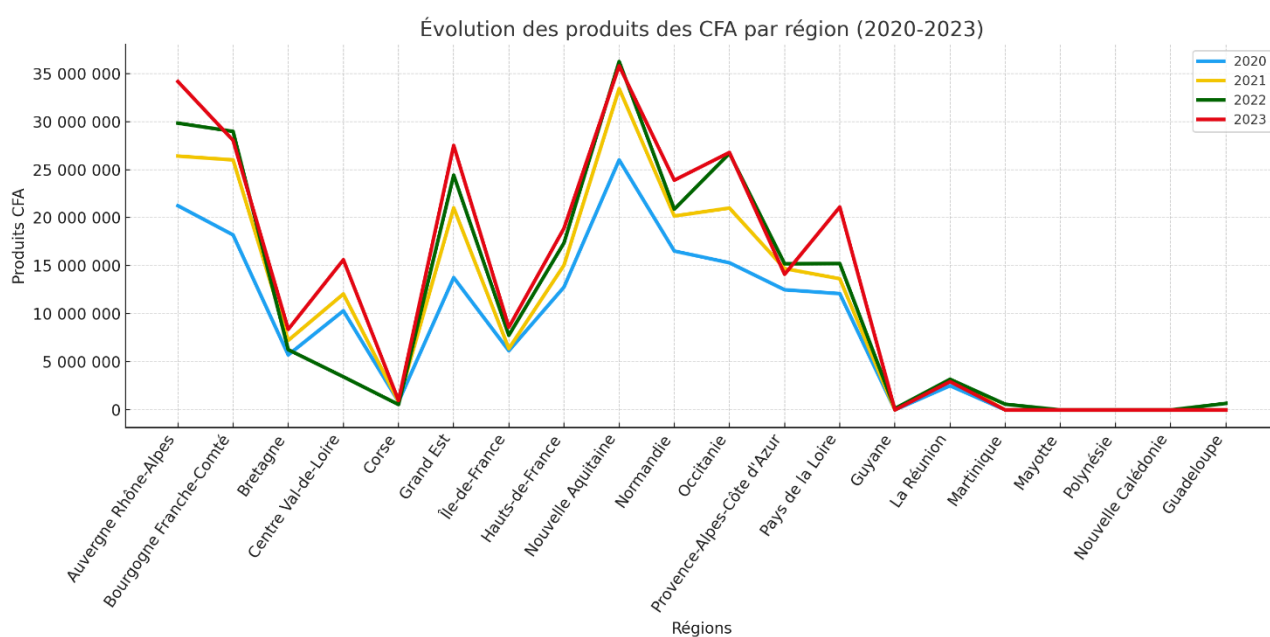
En matière de participation, toutes les régions ont été contactées. Sur 98 CFA recensés 90 ont remonté leur comptabilité 2023 à la DGER. Une hausse du taux de participation est observée par rapport à l'année précédente car le taux passe de **85% en 2022 à 91,84% en 2023**.

C°) Données comptables

C.1°) Evolution des recettes sur quatre ans

Région	Produits des CFA					
	2020	2021	2022	2023	Différence 2022/2023	Différence 2022/2023 en %
Auvergne Rhône-Alpes	21 242 604,14	26 405 343,00	29 833 071,00	34 156 573,00	4 323 502,00	14,49 %
Bourgogne Franche-Comté	18 206 099,90	26 008 427,00	28 971 692,00	28 044 019,00	-927 673,00	-3,20 %
Bretagne	5 722 367,70	7 232 973,00	6 268 550,00	8 382 581,00	2 114 031,00	0,34
Centre Val-de-Loire	10 313 229,00	12 062 062,00	3 447 347,00	15 618 022,24	12 170 675,24	353,04 %
Corse	854 557,00	867 525,00	561 168,00	975 477,00	414 309,00	73,7 %
Grand Est	13 763 900,40	21 017 793,00	24 418 710,00	27 510 527,00	3 091 817,00	12,66 %
Île-de-France	6 155 128,90	6 378 935,00	7 761 429,00	8 603 736,00	842 307,00	10,90 %
Hauts-de-France	12 778 210,00	15 057 008,00	17 374 360,00	18 895 753,00	1 521 393,00	0,09
Nouvelle Aquitaine	26 006 398,40	33 417 803,00	36 238 329,00	35 793 804,00	-444 525,00	-0,01
Normandie	16 528 439,00	20 173 272,00	20 875 933,00	23 894 570,00	3 018 637,00	0,15
Occitanie	15 306 414,50	20 999 097,00	26 686 156,00	26 785 948,00	99 792,00	0,00
Provence Alpes Côte d'Azur	12 498 374,00	14 702 604,00	15 203 000,00	14 109 264,00	-1 093 736,00	-0,07
Pays de la Loire	12 098 464,50	13 647 964,00	15 230 024,30	21 108 268,00	5 878 243,70	0,39
Guyane	0,00	0,00	145 100,00	0,00	-145 100,00	-1,00
La Réunion	2 515 472,00	3 164 106,00	3 187 711,00	2 945 604,00	-242 107,00	-0,08
Martinique	0,00	0,00	595 323,00	0,00	-595 323,00	-1,00
Mayotte	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Polynésie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Nouvelle Calédonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Guadeloupe	0,00	0,00	678 549,00	0,00	-678 549,00	-1,00
France	173 989 659,40	221 134 912,00	237 476 452,30	266 824 146,24	29 347 693,94	12,36%

Année	Produits CFA (France)	Évolution annuelle (%)
2020	173 899 659,40 €	-
2021	221 134 912,00 €	+27,2%
2022	237 476 452,30 €	+7,4%
2023	266 824 146,24 €	+12,4%

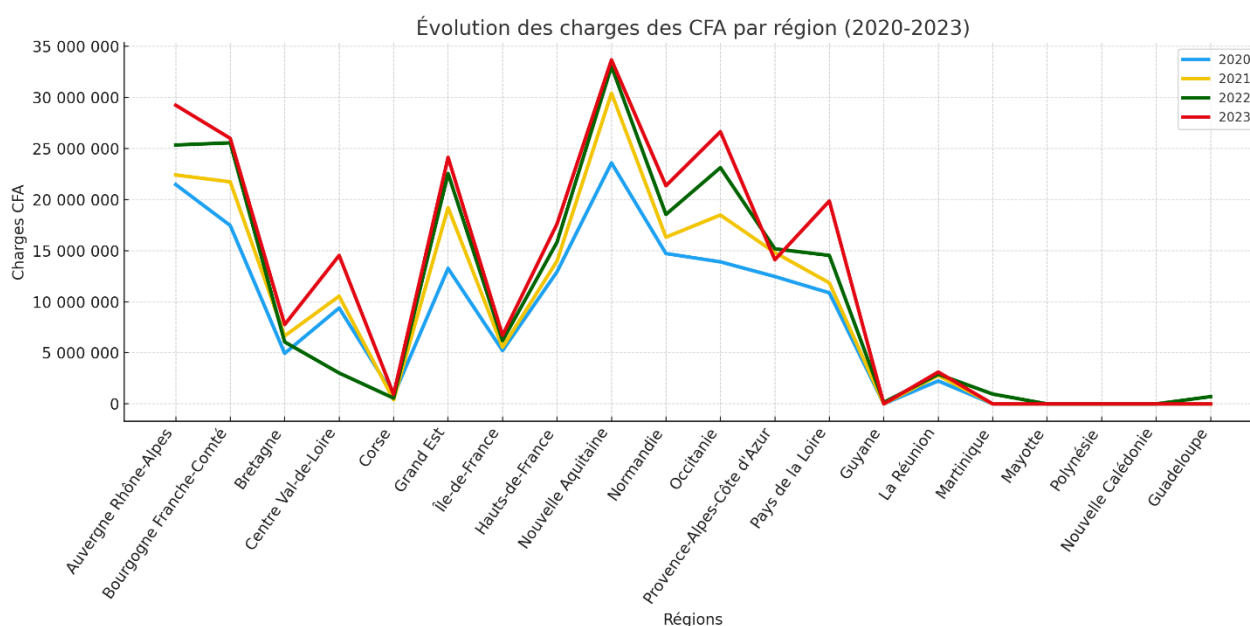


En 2023, les produits des centres de formation d'apprentis ont poursuivi leur progression à l'échelle nationale, avec une hausse de **12,36 %** par rapport à 2022, soit près de **29,4 millions d'euros supplémentaires en atteignant un total de 266,8 millions d'euros**.

C.2°) Evolution des charges sur quatre ans

Région	Charges des CFA					
	2020	2021	2022	2023	Différence 2022/2023	Différence 2022/2023 en %
Auvergne Rhône-Alpes	21 464 080,80	22 402 079,00	25 337 196,00	29 228 215,00	3 891 019,00	15%
Bourgogne Franche-Comté	17 459 623,10	21 730 887,00	25 548 840,00	25 988 866,00	440 026,00	1,72%
Bretagne	4 945 737,40	6 649 954,00	6 059 506,00	7 761 930,00	1 702 424,00	28,00%
Centre Val-de-Loire	9 384 440,00	10 541 990,00	3 020 697,00	14 525 119,11	11 504 422,11	380%
Corse	824 175,00	401 613,00	563 346,00	922 957,00	359 611,00	63,80%
Grand Est	13 259 857,90	19 202 601,00	22 549 568,00	24 126 622,00	1 577 054,00	7,00%
Île-de-France	5 215 472,00	5 539 643,00	6 190 409,00	6 714 870,00	524 461,00	8,40%
Hauts-de-France	12 924 656,00	13 973 801,00	15 816 468,00	17 607 002,00	1 790 534,00	11%
Nouvelle Aquitaine	23 586 633,00	30 404 567,00	33 038 831,00	33 665 011,00	626 180,00	1,80%
Normandie	14 714 923,00	16 316 594,00	18 537 443,00	21 349 468,00	2 812 025,00	15,20%
Occitanie	13 900 225,30	18 482 479,00	23 117 502,00	26 634 400,00	3 516 898,00	15,20%
Provence Alpes Côte d'Azur	12 462 497,00	14 809 188,00	15 175 592,00	14 109 206,00	-1 066 386,00	-7%
Pays de la Loire	10 868 024,20	11 846 802,00	14 529 156,00	19 852 366,00	5 323 210,00	11,90%
Guyane	0,00	0,00	146 306,00	0,00	-146 306,00	-100%
La Réunion	2 244 985,00	2 778 857,00	2 899 443,00	3 118 620,00	219 177,00	-7,50%
Martinique	0,00	0,00	960 268,00	0,00	-960 268,00	-100%
Mayotte	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Polynésie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Nouvelle Calédonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Guadeloupe	0,00	0,00	711 011,00	0,00	-711 011,00	-100%
France	163 255 329,60	195 081 055,00	214 201 582,00	245 604 652,11	31 403 070,11	14,70%

Année	Charges des CFA (France)	Évolution annuelle (%)
2020	163 255 329,60 €	-
2021	195 081 055,00 €	+19,5%
2022	214 201 582,00 €	+9,8%
2023	245 604 652,11 €	+14,7%



En 2023, les charges des centres de formation d'apprentis ont atteint **245,6 millions d'euros**, contre **214,2 millions en 2022**, soit une hausse de **14,7 %** à l'échelle nationale.

C.3°) Evolution des résultats sur quatre ans

Le tableau ci-dessous met en avant les résultats financiers de l'apprentissage par région sur la période 2020 à 2023. Les recettes nationales globales de 2023 s'élèvent à **21 219 494 €**. Les recettes poursuivent une baisse sur les deux dernières années. La baisse de **2,06 millions € en un an correspond à - 8,87 %**.

A l'échelle nationale, 84,54% des CFA, sont excédentaires durant cette période.

En 2023, **15 CFA sont déficitaires ce qui représente 16,67%** d'entre eux, soit une légère hausse de 2,43% par rapport à 2022.

La situation des régions d'outre-mer est plus contrastée, avec des données très majoritairement absentes voire, incomplètes.

Région	Résultat financier de l'apprentissage en région sur quatre ans			
	2020 résultats	2021 résultats	2022 résultats	2023 résultats
Auvergne Rhône-Alpes	- 22 146,66 €	4 003 264,00 €	4 495 875,00 €	4 928 358,00 €
Bourgogne Franche-Comté	746 476,82 €	4 277 540,00 €	3 422 852,00 €	2 055 153,00 €
Bretagne	776 630,30 €	583 019,00 €	209 044,00 €	620 651,00 €
Centre Val-de-Loire	928 789,00 €	1 520 072,00 €	426 650,00 €	1 092 903,13 €
Corse	30 382,00 €	465 912,00 €	- 2 178,00 €	52 520,00 €
Grand Est	504 042,54 €	1 815 192,00 €	1 869 142,00 €	3 383 905,00 €
Île-de-France	939 656,90 €	839 292,00 €	1 571 020,00 €	1 888 866,00 €
Hauts-de-France	- 146 446,00 €	1 083 207,00 €	1 557 892,00 €	1 288 751,00 €
Nouvelle Aquitaine	2 419 765,41 €	3 013 236,00 €	3 199 498,00 €	2 128 793,00 €
Normandie	1 813 516,00 €	3 856 678,00 €	2 338 490,00 €	2 545 102,00 €
Occitanie	1 406 189,25 €	2 516 618,00 €	3 568 654,00 €	151 548,00 €
Provence Alpes Côte d'Azur	35 877,00 €	- 106 584,00 €	27 408,00 €	58,00 €
Pays de la Loire	1 230 440,31 €	1 801 162,00 €	700 868,30 €	1 255 902,00 €
Guyane	- €		- 1 206,00 €	- €
La Réunion	270 487,00 €	385 249,00 €	288 268,00 €	- 173 016,00 €
Martinique	- €		- 364 945,00 €	- €
Mayotte	- €			- €
Polynésie	- €			- €
Nouvelle Calédonie	- €			- €
Guadeloupe	- €		- 32 462,00 €	- €
France	10 734 329,80 €	26 053 857,00 €	23 284 870,00 €	21 219 494,13 €

C.4°) Evolution du coût par apprenti

Evolution du coût par apprenti									
Région	2020	2021	différence en %	2021	2022	différence en %	2022	2023	différence en %
Auvergne Rhône-Alpes	6768	6243	-7,75%	6243	6604	5,78%	6604	7618	15,35%
Bourgogne Franche-Comté	6402	7514	17,39%	7514	8489	12,97%	8489	8981	5,80%
Bretagne	5987	7147	19,37%	7147	8396	17,47%	8396	8688	3,50%
Centre Val-de- Loire	7616	7445	2,24%	7445	8469	13,75%	8469	9433	11,38%
Corse	9696	4084	-57,89%	4084	8204	100%	8204	8217	0,16%
Grand Est	6967	6990	0,33%	6990	7348	5,12%	7348	8085	10,02%
Île-de-France	6738	6418	4,75%	6418	6540	1,90%	6540	7103	8,61%
Hauts-de- France	5978	6420	-4,75%	6420	6794	5,82%	6794	7212	6,15%
Nouvelle Aquitaine	7658	8047	5,08%	8047	8370	4,01%	8370	8714	4,11%
Normandie	6389	7086	10,86%	7086	7369	3,93%	7369	8362	13,47%
Occitanie	6790	6704		6704	7347	9,59%	7347	8589	16,92%
Provence Alpes Côte d'Azur	6278	7317	16,53%	7317	6949	-5,02%	6949	7007	0,83%
Pays de la Loire	8140	8191	0,63%	8191	9193	12,23%	9193	7920	-13,85%
Guyane									
La Réunion	7126	8254	15,83%	8254	8637	4,64%	8637	9974	15,48%
Martinique									
Mayotte									
Polynésie									
Nouvelle Calédonie									
Guadeloupe									
France	7038,071429	6990	1,74%	6990	7764,928571	13,73%	7764,928571	8278,785714	6,62%

L'exercice 2022-2023, permet d'observer une poursuite de la tendance globale du coût par apprenti à la hausse, bien qu'avec des progressions plus modérées que les années précédentes. En moyenne, les indicateurs ont progressé de 6,62% entre 2022 et 2023, confirmant une dynamique haussière tout en montrant un certain ralentissement par rapport à la forte croissance de 13,73% enregistrée de 2021 à 2022¹.

¹ La baisse de l'évolution du coût par apprenti dans la région Pays-de-la-Loire (-13,85 %) peut s'expliquer par la prise en compte d'un établissement de moins par rapport à 2022 mais devra être confirmée par les chiffres 2024.

D°) Evolution de la situation des formations proposées par les CFA

D°1) Nombre de formations et de formations déficitaires

En 2023, le nombre de formations dispensées augmente fortement, de 625 à 1 179 sessions soit **une augmentation de 88,6%**.

Le nombre de sessions déficitaires² reste élevé, passant de 246 en 2022 à 516 en 2023. Cette hausse doit être considérée en tenant compte de la multiplication du nombre de formations proposées par les CFA (108,90%). En 2022, 39% de sessions étaient déficitaires alors qu'elles sont 43,8% en 2023. L'augmentation s'élève à 4,8% sur les deux années considérées.

REGIONS	Nombre des établissements 2022	Nombre des établissements 2023	Nombre des établissements ayant retourné la compta à la DGER 2022	Nombre des établissements ayant retourné la compta à la DGER 2023	Nombre des établissements en difficultés 2022	Nombre des établissements en difficultés 2023	Nombre de formations 2022	Nombre de formations 2023	Nombre de formations déficitaires 2022	Nombre de formations déficitaires 2023
HAUTS-DE-FRANCE	1	1	1	1	0	0	51	61	26	36
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	1	1	1	1	0	0	34	37	34	37
GRAND EST	11	10	11	10	3	0	62	118	29	54
OCCITANIE	16	16	16	16	2	5	73	174	25	93
AUVERGNE RHONE ALPES	2	2	2	2	0	0	84	128	24	26
BOURGOGNE FRANCHE COMTE	12	11	12	11	0	1	51	121	16	27
BRETAGNE	10	7	7	7	2	1	31	59	11	25
ILE DE FRANCE	3	3	3	3	0	0	23	32	3	6
NOUVELLE AQUITAINE	16	16	15	15	3	3	72	191	25	92
NORMANDIE	9	9	9	9	1	1	50	96	22	41
VAL DE LOIRE	6	6	2	6	0	0	15	67	0	36
PAYS DE LOIRE	5	5	5	5	1	0	38	63	8	22
CORSE	2	2	1	2	1	0	4	12	1	8
REGION: Guadeloupe	1	1	1	0	1	1	6	0	3	0
REGION: Guyane	2	1	1	0	1	1	4	0	1	0
REGION: Martinique	2	2	1	0	1	1	8	0	8	0
REGION: Réunion	2	2	2	2	0	2	19	20	10	13
REGION: Mayotte	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
REGION: Polynésie Française	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
REGION: Nouvelle Calédonie	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL NATIONAL	105	98	89	90	16	15	625	1179	246	516
			Taux de participation 2022 : 85%	Taux de participation 2023 : 91,84%				Taux d'augmentation du nombre de formations : 89,5%	Taux d'augmentation du nombre de formations déficitaires 108,9%	
									39,4% des formations sont déficitaires en 2022	43% des formations 2023 sont déficitaires en 2023

² Est considérée comme déficitaire toute session de formation pour laquelle le solde comptable (produits – charges) calculé en comptabilité analytique est strictement négatif sur l'exercice.

D°2) Effectifs régionaux du nombre d'apprentis

Effectif régional	
Auvergne Rhône-Alpes	3836
Bourgogne Franche-Comté	2894
Bretagne	893
Centre Val-de-Loire	1540
Corse	112
Grand Est	2984
Île-de-France	945
Hauts-de-France	2441
Nouvelle Aquitaine	3863
Normandie	2553
Occitanie	3101
Provence Alpes Côte d'Azur	2013
Pays de la Loire	2506
Guyane	
La Réunion	312
Martinique	
Mayotte	
Polynésie	
Nouvelle Calédonie	
Guadeloupe	
France	29992

Entre 2022 et 2023, les effectifs d'apprentis progressent de **6,95%**, passant de 28 043,69 à **29 992**.

D°3) Formations « phares » du MAASA : comparatif NPEC / coût contrat en €

2023	BP Responsable d'Entreprise Agricole (REA)			BP Conduite et gestion de l'entreprise agricole			BP Productions animales			BTSA Génie des équipements agricoles			BTSA Analyse, conduite et stratégie de l'entreprise agricole (ACES)			BTSA Qualité, alimentation, innovation et maîtrise sanitaire option aliments et processus technologiques (BIOQUALIM)		
	NPEC	Coût contrat	Différence 2023	NPEC	Coût contrat	Différence 2023	NPEC	Coût contrat	Différence 2023	NPEC	Coût contrat	Différence 2023	NPEC	Coût contrat	Différence 2023	NPEC	Coût contrat	Différence 2023
Auvergne Rhône Alpes	7090	8063	973	7957	7828	-129	8310	6210	-2100	8053	10604	2551	8308	8235	-73	13598	5595	-8003
Grand Est		13706	6616		8556	599		7325	-985		x			7758	-550		x	x
Bourgogne Franche Comté		9506	2416		7668	-289		9354	1044		9009	956		7754	-554		x	x
Hauts de France		8898	1808		7621	-336		7792	-518		12215	4162		7536	-772		10221	-3377
Centre Val de Loire		11404	4314		8295	338		9515	9515		x	x		11151	2843		x	x
Bretagne		7155	65		11437	3480		x			x	x		9357	1049		x	x
Corse		4866	-2224		x	x		x			x	x		17642	9334		x	x
Île de France		0	-7090		8287	330		10504	2194		x	x		9412	1104		x	x
Nouvelle aquitaine		7841	751		7893	-64		9460	1150		11844	3791		8891	583		10127	-3471
Normandie		9396	2306		8092	135		7439	-871		11955	3902		7008	-1300		21324	7726
Occitanie		8657	1567		7957	0		8714	404		7051	-1002		9363	1055		19039	5441
PACA		6614	-476		x	x		x			8104	51		8185	-123		x	x
Pays-de-la-Loire		9025	1935		7420	-537		5138	-3172		10114	2061		7524	-784		8690	-4908
Réunion		8475	1385		x	x		10854	2544		x	x		x	x		x	x
Moyenne nationale		8115	1025		8278	321		8391	837		10112	2059		9217	909		12499	-1099

En moyenne, les niveaux de prise en charge (NPEC) versés par les opérateurs de compétences (OPCO) **sont inférieurs à la totalité des coûts contrats**. En effet, pour le BP Responsable d'entreprise agricole (BP REA), le reste à charge pour le CFA s'élève en moyenne à 12,6 %. Le NPEC couvre en moyenne 96% de la formation conduite et gestion de l'entreprise agricole, 79,62% du génie des équipements agricoles. Le reste à charge pour les formations Productions animales, Analyse, conduite et stratégie de l'entreprise agricole (ACSE), sont de 0,97% et de 9,87%.

E°) Conclusion

L'exercice comptable des Centres de formation d'apprentis pour l'année 2023 affiche de nouveau un excédent. Toutefois, cette situation ne saurait occulter une évolution structurellement préoccupante : l'augmentation des produits enregistrée entre 2022 et 2023 (+12,36 %) s'avère inférieure à celle des charges, qui progressent de 14,70 %. Ce différentiel témoigne d'un déséquilibre naissant, signifiant que les coûts supportés par les CFA croissent à un rythme plus élevé que leurs ressources disponibles. Ce déséquilibre financier, bien que modéré pour l'instant, soulève des questions importantes quant à la pérennité des Centres de formation d'apprentis, que le paragraphe suivant examine plus en détail.

Cette dynamique s'inscrit dans le prolongement de la réforme issue de la loi du 5 septembre 2018 relative à la liberté de choisir son avenir professionnel. En introduisant une baisse différenciée et progressive du niveau de prise en charge des contrats d'apprentissage (NPEC : -2,7 % en 2022, -5 % en 2023), une contraction des financements alloués aux CFA s'en est suivie. Dès lors, ces établissements sont contraints de compenser sur leurs fonds propres une part croissante des coûts de fonctionnement et des investissements nécessaires à la conduite de leurs missions.

Si cette tendance devait se confirmer, la capacité d'autofinancement des CFA serait progressivement fragilisée : érosion du fonds de roulement, restriction des capacités d'investissement, difficultés à ouvrir de nouvelles formations ou à maintenir des infrastructures de qualité. À long terme, la soutenabilité du modèle économique des CFA pourrait s'en trouver menacée, rendant plus difficile leur adaptation aux besoins du territoire et des filières professionnelles.

Une progression du nombre de sessions en difficultés entre 2022 et 2023 est observée. 43,8 % des sessions de formation sont déficitaires, soit une augmentation de 4,8 % en un an.

L'augmentation des charges et du nombre de sessions déficitaires intervient dans un contexte inflationniste, de restrictions budgétaires qui induisent des évolutions du financement de l'apprentissage.

La réforme du financement de l'apprentissage, effective depuis le 1er juillet 2025, introduit plusieurs changements majeurs pour les CFA. L'employeur doit verser une participation obligatoire de 750 € pour chaque contrat d'apprentissage de niveau Bac+3 ou plus, cette somme étant directement collectée par le CFA. Le financement des contrats est désormais proratisé selon les jours réels de formation, mettant fin au principe du mois forfaitaire. Par ailleurs, depuis le 1^{er} juillet 2025, les formations en apprentissage dispensées à plus de 80 % à distance voient leur niveau de prise en charge minoré de 20 %.

Les prochaines années seront déterminantes dans l'observation des tendances haussières examinées ces deux dernières années.